

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi

* * *

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

* * *

CABINET DU MINISTRE DELEGUE CHARGE

DE L'EDUCATION DE BASE ET DES

LANGUES NATIONALES

* * *

ETUDE PROSPECTIVE / BILAN DE L'EDUCATION EN AFRIQUE / ADEA

Informations complémentaires relatives aux Cas du Sénégal à la suite du séminaire-atelier de
Cotonou du 28 juin au 2 juillet 1999

Le faire-faire (partenariat Etat-Société civile) dans le sous secteur du Non formel

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
« Faire-faire » un partenariat efficace dans le secteur du non formel	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du partenariat Etat-Société civile Elargissement de l'accès avec correction des disparités entre les sexes Existence de cadres de concertation et de coordination au niveau central et décentralisé Meilleure connaissance des facteurs d'efficacité d'un sous-projet d'alphabétisation fonctionnelle Promotion d'un environnement lettré en langues nationales Centre de Ressources créé 	<ul style="list-style-type: none"> Les opérateurs en alphabétisation font des offres techniques et financières pertinentes Ils deviennent de plus en plus nombreux tout comme les auditeurs De 150 opérateurs en 1995, on dénombre aujourd'hui 420 opérateurs dans la CNOAS De 1993 à 1998 l'effectif cumulé est de 723.991 auditeurs avec 73.5% de femmes. Des indicateurs d'efficacité sont identifiés Les opérateurs en activité dans une région gèrent conjointement un mensuel en langues nationales Des livres en langues nationales sont édités 	<ul style="list-style-type: none"> Une volonté politique de très haut niveau qui s'est matérialisée par l'érection d'un ministère de l'alphabétisation La gestion concertée du sous-secteur bâtie autour d'une répartition consensuelle des rôles et responsabilités La contractualisation des services offerts par la société civile La transparence dans la sélection des requêtes Le renforcement continu des capacités des acteurs concernés 	<ul style="list-style-type: none"> Le partenariat est incontournable mais il s'apprend et s'entretient L'implication et la participation confèrent aux différents acteurs le sens des responsabilités La gestion concertée de l'éducation exige transparence et équité à tous les niveaux et domaines du processus L'approche participative et la décentralisation de la gestion favorisent l'implication volontaire des acteurs

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des communautés dans tout le processus de mise en œuvre des actions d'éducation • Transparence dans la mise en œuvre des activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'abandon est à son plus bas niveau : moins de 10%. • Il existe pour chaque classe un comité de gestion. • Les opérateurs utilisent le même modèle de requête • Un manuel de procédures consensuel sert de référence à tous les acteurs • Une coordination nationale des opérateurs existe 	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation des bénéficiaires surtout des femmes autour d'activités sociales, économiques ou culturelles. • L'ancrage des formateurs sur les besoins et aspirations des bénéficiaires • L'implication des opérateurs dans le processus de sélection • La responsabilisation des bénéficiaires et des opérateurs dans la mise en œuvre • Le fonctionnement des cadres de concertation et de partenariat entre opérateurs ou Etat-société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre d'activités productives favorise l'adhésion des populations et leur implication • Pour réussir la gestion du dispositif, il est nécessaire de consolider l'organisation et le fonctionnement des cadres de concertation au niveau local. • De renforcer l'élan de mobilisation et d'exploitation des ressources locales • De renforcer les capacités techniques des différents partenaires entre autres NTIC • D'installer une culture de la contractualisation. • La décentralisation est un facteur de qualité et de pertinence. Elle favorise l'accès et la bonne gestion

Annexe 1 : Répartition des auditeurs par programme et par sexe de 1994 / 95 à 1997 / 98

CAMPAGNE	HOMME		FEMME		TOTAL	VARIATIONS ANNUELLES %
	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%		
1994/95	41 134	34,1	79 607	65,9	120 741	
1995/96	34 169	27,9	88 520	72,1	122 689	1,6
1996/97	33 605	21,0	126 434	79,0	160 039	30,4
1997/98	35 041	23,4	149 464	81,0	184 505	13,3
CUMUL GENERAL	143 949	26,5	444 025	73,5	587 974	

source: DAEB/Unité Statistique

Annexe 2 : Répartition des moniteurs par sexe et par région 1996 / 97 et 1997 / 1998

Régions	1996/97			1997/1998		
	Facilitateurs		Total	Facilitateurs		Total
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	
Dakar	286	153	439	153	230	383
Diourbel	321	227	548	233	272	505
Fatick	234	173	407	367	215	582
Kaolack	188	133	321	281	349	630
Kolda	315	193	508	321	290	611
Louga	280	306	586	395	522	917
St - Louis	539	370	909	510	466	976
Tambacounda	364	107	471	371	144	515
Thiès	737	96	833	571	67	638
Ziguinchor	145	132	277	219	111	330
Total	3409	1890	5299	3 421	2 666	6 087

Source: DAEB / Unité Statistique

Annexe 3 : Répartition des auditeurs « ensemble des programmes » par

langue 1997 / 98

Régions	Langue d'enseignement							Total
	Wolof	Pulaar	Seereer	Mandinka	Joola	Soninké	Autres	
Dakar	12 231	4 337	500	0	62	33	0	17 163
Dioubel	17 502	1 088	2 824	0	270	98	0	21 782
Fatick	4 382	1 494	9 917	829	26	0	0	16 648
Kaolack	11 510	2 645	3 339	410	150	0	0	18 054
Kolda	855	11 100	0	4 516	326	344	587	17 728
Louga	17 327	6 758	0	0	0	0	0	24 085
St - Louis	3 416	21 244	0	0	0	3 686	0	28 346
Tambacounda	735	8 671	380	3 509	25	1 666	0	14 986
Thiès	11 919	1 915	1 976	0	360	0	0	16 170
Ziguinchor	90	569	0	1 913	6 971	0	0	9 543
Total	79 967	59 821	18 936	11 177	8 190	5 827	587	184 505

Source: DAEB / Unité Statistique

Annexe 4 : sous-projets de presses en Langues Nationales dans les dix (10) régions du Sénégal

Projets	Régions	Journaux	Langues
P A P F	Dakar	Lasli /Njelbéen	Pulaar/Wolof
	Kolda	Fooyre Fuladu	Pulaar/Mandinka
	Louga	Wax sa Wax / Haal haala Ma a	Wolof / Pulaar
	Fatick	Bidéewu Fajar /O Xoor Mbeet	Wolof / Seereer
	Diourbel	Baol	Wolof / Seereer
	PAPA	Thies	Ndénd Mi / Famb Re
Ziguinchor		Uregom	Joola / Mandinka
Tambacounda		Jikke / Jikkoo	Mandinka / Pulaar
Saint-Louis		Yaakaar / Jikke	Wolof / Sooninke / Pulaar
Kaolack		Saalum	Wolof

Annexe 5 : Production des opérateurs recensés dans le répertoire des ouvrages en langues nationales.

- En alphabétisation :

N°	Langues	Syllabaires et Calculaires	Auteurs
1	JOOLA	onze(11) titres	six (06)
2	MANDINKA	vingt quatre (24) titres	sept (07)
3	PULAAR	vingt quatre (24) titres	onze (11)
4	SEEREER	neuf (09) titres	six (06)
5	SOONINKE	dix (10) titres	cinq (05)
6	WOLOF	quarante cinq (45)	quatre (14)
7	TOTAL	123 titres	49 auteurs

*** En post alphabétisation :**

N°	Langues	livrets , brochures et guides	Auteurs
1	JOOLA	vingt trois (23) titres	huit (08)
2	MANDINKA	quatre vingt dix huit(98) titres	quinze (15)
3	PULAAR	soixante quatorze (74) titres	Quatre vingt six (86)
4	SEEREER	trente deux (32) titres	douze (12)
5	SOONINKE	vingt (20)titres	douze (12)
6	WOLOF	Quarante trois (43)titres	cinq deux (52)
7	TOTAL	304 titres	185 auteurs

Annexe 6 : Facteurs d'efficacité d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle

I- INDICATEURS DES RESSOURCES PROGRAMMATIQUES

- ***Bonne mobilisation sociale***
 - Création de comités villageois chargés de l'alphabétisation
 - Comité villageois dynamiques
 - Local de classe construit ou fourni par la communauté
 - Participation des bénéficiaires à la préparation de la CAF
- ***Bonne mobilisation des apprenants***
 - Taux d'inscription
 - Régularité
 - Faible taux d'abandon
 - Participation à la gestion de la classe
 - Existence d'une caisse de cotisation
- ***Opérateurs maîtrisant les stratégies de mobilisation sociale***
 - Existence de dispositif d'information et de sensibilisation
 - Nombre de visites avant la CAF et après l'ouverture
- ***Opérateurs maîtrisant la planification du projet et le choix des profils d'encadrement***
 - comparaison entre actions prévues et actions réalisées
 - existence de critères de sélection des facilitateurs et superviseurs
 - existence de plan de formation (contenus, acteur, durée période).
- ***Matériels didactiques, adaptés, diversifiés et suffisants***
 - adaptés aux réalités du milieu (thèmes fonctionnels)
 - suffisants
 - diversifiés
 - en adéquation avec les méthodes utilisées.
- ***Plan de supervision***
 - existence du document/actions prévues et actions
 - existence des données qualitatives
 - comment ces données sont utilisées
 - résultats des visites de supervision
- ***Plan d'évaluation***
 - données recueillies
 - utilisation des données pour les correctifs
 - résultats des actions (correction).
- ***Collaboration avec le milieu***
 - nombre d'intervention des personnes et structures ressources
 - nombre de visites sur le terrain
 - utilisation de ces interventions et visites
- ***Crédit horaire suffisant (300 H au moins)***

- ***Objectifs du programme pertinents et opérationnels***

II- INDICATEURS DES RESSOURCES HUMAINES

Bonne motivation des facilitateurs

- ***Existence de facilitateur maîtrisant la langue d’alphabétisation***
 - Méthode
 - Description orale de la méthode
 - Respect des étapes de la méthode
 - Bonne gestion du temps
 - Performances des participants
 - Matériel didactique
 - Sait choisir le type de matériel approprié
 - Sait exploiter le matériel
 - Véracité des contenus
 - Savoir traditionnel et local
 - Sait adapter et concevoir du matériel didactique
 - Approche participative
 - Utiliser une méthode observable
 - Le niveau de participation
 - L’organisation de la classe
 - La distribution du temps par activité
 - L’évaluation des apprentissages fonctionnels
 - Gestion de classe
 - Instruments
 - Emploi du temps
 - Cahier de préparation
 - Registre d’appel
 - Le respect des horaires et crédit horaire
 - Cahier de visite
- ***existence de superviseurs compétents***
 - Connaissance des outils
 - Utilisation des outils
 - Cas observés, problèmes résolus
 - Résultats
- ***Bonne implication des structures administratives et techniques locales***
 - Information
 - Coordination
 - Intervention
- ***Prévision d’un dispositif de pérennisation***
 - Projet d’accompagnement

- Possibilité de rétention des acquisitions fonctionnelles
- Réinvestissement

- ***Bon gestionnaire de programme (finance, comptabilité matérielle).***

III- INDICATEURS DES RESSOURCES MATERIELLES

- ***Bonnes conditions matérielles de travail pour les auditeurs et facilitateurs***
 - Existence d'un site pour la classe
 - Existence d'une classe
 - Classe facile d'accès pour les cibles
 - Classe spacieuse, aérée
 - Classe bien protégée (contre soleil, poussière, pluie)
 - Equipement favorisant une bonne conduite et une bonne réussite des apprentissages
- ***Bonne utilisation des ressources financières et matérielles***

La scolarisation des filles (SCOFI)

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
SCOFI : I- Amélioration significative de l'accès des filles à l'école	Stimulation de la demande d'éducation en faveur des filles	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription massive de filles en classe d'initiation. • Progression régulière du taux d'admission au CI ; de 1995-1996 à 1998-1999, il est passé de 45% à 48,53% • Le TBS fille est passé de 49,83% en 1995-1996 à 58,1% en 1998-1999 • Soit un taux d'accroissement de 8,9% alors qu'il est de 6,1% pour les garçons de 1994 à 1999. 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte mobilisation sociale, information, sensibilisation de larges secteurs de la population. • Implication de partenaires à la base (comités SCOFI composés d'associations de femmes, d'enseignantes, de jeunes, de parents d'élèves, d'autorités académiques et locales) • Plan d'action décentralisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Une mobilisation permanente soutenue par les efforts de l'Etat, des collectivités locales et l'implication de la communauté sont garants de résultats durables. Des activités génératrices de revenus bien gérés par la communauté permettent de réduire les coûts d'éducation (Frais d'écolage, cantines, transports,...). • Le partenariat est nécessaire à tous les niveaux du processus de la mise en œuvre (étude du milieu, élaboration des plans d'actions, suivi évaluation).

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
	Amélioration de l'offre éducative et de mesures incitatives en faveur des filles	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement de classes avec des latrines pour les filles (1327 classes). • Recrutement d'enseignants affectés pour 21 départements de la SCOFI • Octroi de prix à des filles méritantes • Organisation de cérémonies de distribution dans les départements de la SCOFI de 1996 à 1999 	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique et Suivi de l'application des mesures retenues • Appui des partenaires au développement 	<ul style="list-style-type: none"> • La demande massive de scolarisation des filles peut stimuler significativement la demande globale en direction des objectifs de l'Education pour tous mais elle peut être hypothéquée si elle n'est pas suivie d'une offre suffisante à laquelle différents partenaires doivent souscrire. • La volonté politique systématique au début et au cours de la mise en œuvre des activités est nécessaire pour installer les réflexes durables. • La structure d'impulsion de la scolarisation des filles doit bénéficier d'un minimum d'autonomie pour mettre en pratique les initiatives en matière de plaidoyer.

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
SCOFI : II- Amélioration du maintien des filles	Elaboration d'une étude sur les stéréotypes sexistes dans les manuels et les situations enseignement/apprentissage. Institution du système de parrainage dans les départements avec les comités SCOFI	Intégration dans la révision des curricula avec une vision d'approche genre Confection de carte d'adoption, achat par des marraines de troussees scolaires pour les filles parrainées	Correction des disparités au niveau des apprentissages (supports et stratégies) Implication des enseignantes et émulation à partir des initiatives du CNEPS-SCOFI dans une région modèle : Fatick	<ul style="list-style-type: none"> • Les actions initiées et les efforts des décideurs ont besoin d'être pérennisés. • Les enseignantes sont des actrices modèles qui mobilisent bien la communauté et rassurent les familles.

ETUDE PROSPECTIVE / BILAN DE L'EDUCATION EN AFRIQUE

(ADEA) : ETUDE DE CAS – SENEGAL

Tableau comparatif du coût des Volontaires de l'Education et des Instituteurs Adjoints (1995-1999)

ANNEES	COUT DES 4 GENERATIONS DE VE		COUT DE 4 GENERATIONS D'INSTITUTEURS-ADJOINTS (Salaire brut d'un débutant)	
	1995	1208 VE x 50 000 F x 3 mois =	181 200 000 F	1208 IA x 122 700 F x 3 mois =
1996	1208 VE ₁ x 50 000 F x 12 mois =	724 800 000 F	1208 IA x 122 700 F x 12 mois =	1 778 659 200 F
	1284 VE ₂ x 50 000 F x 3 mois =	192 600 000 F	1284 IA x 122 700 F x 3 mois =	472 640 400 F
1997	2492 VE ₁₊₂ x 50 000 F x 12 mois =	1 495 200 000 F	2492 IA x 122 700 F x 12 mois =	3 669 220 800 F
	1250 VE ₃ x 50 000 F x 3 mois =	187 500 000 F	1250 IA x 122 700 F x 3 mois =	460 125 000 F
1998	3742 VE ₁₊₂₊₃ x 50 000 F x 12 mois =	2 245 200 000 F	3742 IA x 122 700 F x 12 mois =	5 509 720 800 F
	1238 VE ₄ x 50 000 F x 3 mois =	185 700 000 F	1238 IA x 122 700 F x 3 mois =	455 707 800 F
1999	3772 VE ₁₊₂₊₃₊₄ x 50 000 F x 12 mois =	2 273 200 000 F	3772 IA x 122 700 F x 12 mois =	5 553 892 800 F
	1208 VE ₅ x 50 000 F x 6 mois =	362 400 000 F	1208 IA x 122 700 F x 6 mois =	889 329 600 F
TOTAL (ce que l'Etat a payé aux VE depuis 1995)		7 847 800 000 F	TOTAL (Ce que l'Etat aurait dû dépenser [au bas mot] s'il avait recruté des IA à la place des VE. Il n'est pas tenu compte des avancements des IA)	18 233 861 200 F
Soit une différence de : 10 386 061 200 F cfa				

Le curriculum de l'éducation de base

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
Curriculum de l'éducation de base au Sénégal	Livret-programme élaboré avec entrée par les compétences qui se présentent en : <ul style="list-style-type: none"> - Domaines - Sous-domaine - Activités - Objectifs (savoir, savoir-faire, savoir-être) 	Livret-programme de l'éducation de base fédérateur des sous-secteurs formel et non formel disponible pour tous les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • La volonté politique affirmée pour une réforme curriculaire, une éducation utile et de qualité. • L'engagement fort des personnels de l'éducation et des partenaires sociaux et financiers • La recherche permanente de convergences entre le national et le local, le général et le particulier • Information, sensibilisation, communication et mobilisation des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • La consultation et l'approche participative sont des conditions nécessaires pour faire jouer à chacun le rôle qui lui revient pour un curriculum consensuel et fédérateur • La validation par les décideurs et les partenaires doit être toujours sollicitée • L'élaboration de curriculum doit être sous tendue par une campagne de sensibilisation et de concertation pour tous les acteurs • Le curriculum n'est pas seulement l'affaire des gens de l'école

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
				<ul style="list-style-type: none"> • La construction curriculaire va au delà d'une simple réforme de programmes. Elle prend en compte : <ul style="list-style-type: none"> - guides, manuels et matériels didactiques - le suivi-évaluation - la formation des personnels - l'organisation pédagogique - la gestion de l'espace et du temps • L'ouverture à toutes les expériences en la matière est un gage de succès • Le nouveau programme signifie une autre forme d'évaluationn un autre type de formation pour les maîtres

Annexe : EDUCATION PRESCOLAIRE**Domaine 1 : Communication**

Sous-domaines		
	<i>Activités langagières orales</i>	<i>Activités langagières écrites</i>
<i>Activités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - comptine - poésie - contes - langage 	<ul style="list-style-type: none"> - prélecture - préécriture

Domaine 2 : Eveil du milieu

Sous-domaines		
	<i>Eveil scientifique et technologique</i>	<i>Education à la citoyenneté</i>
<i>Activités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - initiation logico-mathématique - exercice perceptivomoteur - initiation scientifique et technologique 	<ul style="list-style-type: none"> - éducation civique morale et environnementale

Domaine 3 : Education motrice et artistique

Sous-domaines		
	<i>Education motrice</i>	<i>Education artistique</i>
<i>Activités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - psychomotricité - graphisme - activités manuelles et plastiques 	<ul style="list-style-type: none"> - éducation musicale - initiation aux arts scéniques

ALPHABETISATION**Domaine 1 : apprentissages instrumentaux**

Sous-domaines		
	<i>Langue</i>	<i>Calcul</i>
<i>Activités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - lecture-écriture - expression orale-écrite 	<ul style="list-style-type: none"> - résolution de problème - gestion

Domaine 2 : Education sociale

Sous-domaines		
	<i>Information, éducation, communication</i>	
<i>Activités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - éducation à la citoyenneté et à la démocratie - santé-hygiène environnement 	

Domaine 3 Entreprenariat

ECOLES COMMUNAUTAIRES DE BASE (ECB)

Domaine 1 : Apprentissage instrumentaux

			Sous-domaines	
			<i>Langue</i>	<i>Mathématiques</i>
<i>Activités</i>	1- Communication : lecture, écriture, expression orale, expression écrite 2- Etude de la langue : grammaire, conjugaison, vocabulaire		1- numération 3- géométrie 4- mesure 5- résolution de problème	

Domaine 2 : environnement, population et développement (EPD), étude et développement du milieu

				Sous-domaines		
				<i>Histoire-géographie</i>	<i>Initiation scientifique, technique et entrepreneuriat</i>	<i>Education civique et moral</i>
<i>Activités</i>	1- Histoire 2- Géographie		1- Initiation scientifique et technologique 2- Entrepreneuriat		1- Education civique 2- Education morale	

Domaine 3 : Education physique, sportive et artistique

			Sous-domaines	
			<i>Education physique et sportive</i>	<i>Education artistique</i>
<i>Activités</i>	1- Education physique 2- Education sportive		1- Education aux arts plastiques 2- Education aux arts scéniques 3- Education musicale	

La politique des manuels scolaires

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
La politique des manuels scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité et accessibilité des manuels scolaires adaptés aux programmes de référence et aux réalités socio-culturelles du pays • Toutes les opérations de la chaîne éditoriale sont confiées à des privés 	<ul style="list-style-type: none"> • De 1990 à 1997, 31 titres ont été produits : <ul style="list-style-type: none"> - 18 manuels élus - 13 livres du maître • Tirage initial 2 754 000 • Les prix varient entre 500 F et 1500 F cfa • La remise aux grossistes varie de 32 à 35% • Les disciplines qui n'avaient pas de manuels en sont désormais pourvues : langage oral, expression orale, expression écrite, grammaire, conjugaison, orthographe • Les acteurs du privés sont sélectionnés par appel d'offres international à partir de cahier des charges • Les entreprises nationales bénéficient d'une clause préférentielle de 15% 	<ul style="list-style-type: none"> • L'accessibilité des manuels et leur multifonctionnalité (information, aide aux apprentissages et à l'évaluation). • Le manuel scolaire est un puissant intrant dans la recherche de la qualité • Les prix sont abordables • La remise accordée aux grossistes • L'implication des privés professionnels dans la chaîne éditoriale • Le changement de rôle de l'administration qui fait la commande, évalue, valide, régule le processus et dispense les formations à l'utilisation des manuels • Les testings, expérimentations et analyses opérés avant la signature du « bon à tirer » 	<ul style="list-style-type: none"> • Une politique éditoriale pour être efficace doit tenir compte du pouvoir d'achat des parents • La participation des privés professionnels est un facteur de réussite • Les audits rapprochés internes et externes garantissent la transparence et la durabilité des opérations • La gratuité absolue des manuels anéantit rapidement les stocks • Un bon livre scolaire doit être multifonctionnel • Avant toute réédition il faut intégrer les critiques et les résultats des évaluations pour mieux adapter le produit aux besoins et aspirations des usagers

Annexe :

a)- Comment cette politique a-t-elle changé l'utilisation des manuels ?

- En **langage oral** (CI / CP) par exemple, depuis la suppression de la méthode CLAD (méthode audio orale d'enseignement du français) en 1981, il n'existait pas de manuels pour l'enseignement de cette discipline. Les maîtres se débrouillaient comme ils pouvaient.
- En **expression orale et expression écrite** au CE/CM : avant la production éditoriale de l'INEADE, les enseignants sénégalais ne disposaient pas de manuels pour la didactique de l'expression orale (ou élocution) ou de l'expression écrite.
- En **grammaire, conjugaison, orthographe** au CE/CM il existait bien de smanuels en usage dans les classes. Parmi les plus connus de ces manuels, ceux de la collection Berthoux ou Gineste sont très connus des enseignants sénégalais. Quels que soient leurs qualités pédagogiques, ces manuels ne sont adaptés ni aux curricula en vigueur ni aux réalités culturelles sénégalaises.

Avec l'édition en 1991 d'un guide du maître pour le CE, en 1992 d'un autre pour le CM et en 1995 d'un guide de langue pour le CI/CP, les maîtres disposent aujourd'hui, de manuels adaptés pour l'enseignement du français du CI au CM2.

b)- Les coûts :

En 1992 la vente des manuels a été décidée, les prix de cession des manuels ont été fortement subventionnés au point que le manuel de l'INEADE ne coûte que le tiers du prix du manuel de même niveau édité par la concurrence.

c)- Observe-t-on des améliorations dans les acquis des élèves ?

Dans le cadre de l'évaluation du plan d'action des manuels mis en œuvre depuis 1997 avec le concours des IDEN pour améliorer la disponibilité des manuels, les inspecteurs, directeurs et enseignants interrogés sur les résultats globaux de l'expérience menée dans leurs circonscriptions notent tous l'amélioration des résultats scolaires des élèves grâce à l'utilisation des manuels et notamment en lecture où le taux de couverture national est le plus satisfaisant (51%).

Le SNERS aussi bien que pour le PASEC, avancent également que c'est la variable « manuels scolaires » qui influence le plus les rendements : « on constate ainsi que la part de variance unique attribuable à la possession des manuels est la plus importante (9,1 à 15,2%) » cf Rapport variables contextuels 1997, p.62.

Le FDS et l'Etude sur la revue des dépenses publiques d'éducation (novembre 1997 p.83) abondent dans le même sens.

ETUDE PROSPECTIVE / BILAN DE L'EDUCATION EN AFRIQUE (ADEA) : ETUDE DE CAS – SENEGAL

Les Ecoles Communautaires de Base (ECB)

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
Ecoles communautaires	• Relèvement du taux général de scolarisation	• 319 classes pour 9.347 auditeurs dont 6.348 filles	• Sensibilisation des communautés régulièrement mobilisées	• L'école peut avoir du sens si elle s'adapte aux besoins et

de base	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de l'offre éducative • Augmentation du nombre de filles dans le non formel pour les 9-15 ans • Engouement des populations • Articulation théorie et pratique dans les apprentissages 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes flexibles et adaptés aux réalités locales avec l'usage des langues nationales comme médium et objet • Demande de plus en plus forte • Participation des parents et des ressources locales à la vie de l'école • Hausse du TBS de 54.6 en 1995 à 65.5 en 1999 • Mise en œuvre de micro-projets productifs 	<ul style="list-style-type: none"> • L'introduction progressive du français dans le cursus pour un bilinguisme langues nationales / français • Promotion des modèles ECB • La partenariat comme principe stratégique 	<p>aspirations de ses bénéficiaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est possible de mener des apprentissages solides par les langues nationales • La participation et le partenariat sont des leviers indispensables pour l'impulsion des dynamiques communautaires autour de l'école • Les ECB permettent de compléter le formel dans le système éducatif • L'expérience des ECB a montré qu'il est possible de réduire les coûts unitaires 40.000 F/élève • La flexibilité du modèle ECB s'adapte à la disponibilité des cibles • Il est possible de sortir des schémas classiques pour recruter et former des maîtres qualifiés
---------	---	---	---	---

Annexe : Situation générale des classes des Écoles Communautaires de Base (ECB) *opérationnelles* .

Région	Effectif par sexe			Effectif par langue					
	Garçon	Fille	Total	wolof	pulaar	seereer	mandinka	joola	soninké
Dakar	104	15	119	119	0	0	0	0	0
Diourbel	210	524	734	734	0	0	0	0	0
Fatick	210	450	660	370	0	139	151	0	0
Kaolack	417	583	1 000	715	44	241	0	0	0
Kolda	29	1 369	1 398	275	918	0	100	0	105
Louga	224	638	862	793	69	0	0	0	0
St- Louis	158	1 159	1 317	0	1 317	0	0	0	0
Tambacounda	149	178	327	0	252	35	40	0	0
Thiès	622	2 565	3 187	2 352	129	706	0	0	0
Ziguinchor	131	198	329	0	0	0	72	257	0
Total	2 254	7 679	9 933	5 358	2 729	1 121	363	257	105

Source: DAEB / Unité Statistique

Le Centre de Ressources et l'équipe centrale de recherche-action et de formation (ECRAF)

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
Dispositif de renforcement des capacités des acteurs de l'éducation non formelle	<ul style="list-style-type: none"> • Le Centre de ressources national est implanté • Les équipes pour la formation sont montées et intègrent le partenariat dans leur composition 	<ul style="list-style-type: none"> • La formation des opérateurs se déroule dans 3 bassins situés hors de Dakar, 200 opérateurs touchés • 5 domaines de recherche-action explorés : <ul style="list-style-type: none"> - fréquentation - supports didactiques - stratégies d'apprentissage - insertion sociale des bénéficiaires - pérennisation • Des études sont réalisées sur des thèmes variés pour une meilleure maîtrise du secteur • L'unité de documentation du centre de ressources est très bien fréquentée • Parution régulière d'un bulletin de liaison tiré à 1.000 exemplaires 	<ul style="list-style-type: none"> • La participation des formés à l'identification de leurs besoins de formation • La décentralisation de la formation avec la formule des bassins. • Le partenariat dans la gestion de toutes les activités de formation. • L'organisation des opérateurs au niveau national et local. • L'engagement des différents acteurs • la disponibilité des ressources pour les différentes activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités institutionnelles, techniques et pédagogiques des partenaires, c'est renforcer le partenariat • L'information, la documentation, la formation et la recherche-action sont des facteurs essentiels de la qualité • La capitalisation pour être profitable doit signifier systématisation, modélisation, validation et diffusion

Cellule Ecole-milieu : partenariat à l'école élémentaire

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
La cellule école-milieu un exemple de partenariat dans l'enseignement élémentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement du TBS dans les zones d'intervention • Amélioration des conditions de vie des communautés • Un guide de mobilisation sociale élaborée • Cadres de concertation et de travail fonctionnels pour les différents acteurs-terrains 	<ul style="list-style-type: none"> • Des cadres de partenariat sont montés dans les écoles : associations de parents, cellule école-milieu,... • Des projets d'école sont mis en œuvre • 25% des coûts de construction sont supportés par les communautés • TBS est passé de 64.0 à en 1994 à 84.0 en 1998 • Reboisement, restauration et protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • L'usage de l'information, de la sensibilisation et de la mobilisation sociale • L'organisation de la communauté villageoise ou le quartier • Les rôles et responsabilités des différents intervenants sont clairement définis et acceptés • L'existence de projets d'école • Les autorités scolaires et les ONG s'acharnent pour le maintien de la qualité du partenariat • Les structures sont simples et fonctionnelles • Formation des collectivités et communautés à leurs nouveaux rôles 	<ul style="list-style-type: none"> • Les changements de mentalité et de comportement sont nécessaires pour une véritable participation des communautés • La relation école-milieu doit être bi-directionnelle • Nécessité de tenir compte des formes d'organisation communautaires pré existants • La négociation est un outil essentiel de partenariat • La clarification des rôles et responsabilités est primordiale

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
FORMATION CONTINUÉE	<ul style="list-style-type: none"> - Réactivation des cellules d'animation pédagogique - Institutionnalisation d'un dispositif de formation continuée 	<ul style="list-style-type: none"> - Production d'une collection de 19 fascicules pédagogiques pour les maîtres - Evolution positive du taux de promotion des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un potentiel important de personnes ressources - Formation en renforcement à la carte possible - Moyens matériels et financiers disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Démocratisation de l'accès à l'information et à la formation - Réduction de la distance entre l'instituteur et l'inspecteur grâce à la multiplication des occasions d'échanges - Responsabilisation accrue des acteurs à la base - Instauration d'une dynamique de formation / production - Interaction entre les acquis de la formation continuée et les résultats de l'évaluation (PASEC et SNERS)

PERSPECTIVES : - Formation du directeur en vue de développer son leadership

- Diversification des stratégies de formation :

- . Formation présentielle
- . Formation médiatée (journal, radio...)
- . Formation à distance avec l'utilisation des nouvelles technologies de communication et d'information

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

La politique incitative:

La motivation des enseignants revêt des formes différentes: elle est morale, matérielle et financière.

En effet les occasions sont nombreuses où les enseignants sont honorés par l'octroi de récompenses et de diplômes de satisfaction pour la manière de servir, par l'envoi de lettres de félicitations.

La semaine nationale de l'école de base organisée chaque année au niveau de toutes les régions du pays est un exemple de cadre de cette valorisation des enseignants et des partenaires.

La motivation financière introduite avec le PDRH2 n'a pas toujours facilité les choses.

La distribution de perdiems à des participants pour leur propre formation a quelquefois mercantilisé cette formation dans ses modalités liées au choix des acteurs, au nombre de personnes susceptibles d'être touchées et à la démultiplication.

L'impact de la formation continue:

L'impact de la formation continuée dans l'amélioration des performances des maîtres et des élèves n'a pas fait l'objet d'une évaluation.

Les effets directs et indirects ne sont pas identifiés.

Seuls les IDEN peuvent dire en toute connaissance de cause quels sont les progrès réalisés par les maîtres et les élèves à partir des rencontres pédagogiques, des visites de classes et des examens.

Réussite ou avancée	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont permis d'atteindre ces résultats	Leçons tirées
EVALUATION	<p>1. Disponibilité:- d'éléments de diagnostic pour éclairer les décisions politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'indicateurs de suivi pour améliorer la qualité - d'une banque d'items - d'acteurs-terrains formés aux techniques d'évaluation du rendement scolaire <p>2. Identification de domaines prioritaires d'activités susceptibles d'influer sur le rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Curricula - Formation initiale et continuée - Processus d'enseignement-apprentissage - Supports pédagogiques - Mesures relatives à l'enquête <p>3. Informations intéressantes sur le niveau des maîtres</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Prise de conscience de l'importance de l'évaluation au niveau des techniciens et des décideurs - Utilisation du document de la CONFEMEN sur l'étude du redoublement dans le suivi de cohorte comme document de base pour la définition d'une politique en la matière dans le cadre du PDEF 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'évaluateurs ayant l'expertise requise - Moyens matériels et financiers disponibles - Terrain permissif, ouvert aux innovations - Possibilité de visibiliser les progressions des élèves par rapport aux apprentissages à l'aide de pré-tests et de post-tests - Les enseignants sont formés à la base et peuvent constituer des banques d'items utilisables sur place - Engagement résolu pour des programmes de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Convergence de deux projets d'évaluation utilisés pour croiser une démarche longitudinale et une démarche transversale - Existence d'une base pour l'installation d'un dispositif d'évaluation du rendement scolaire - Implication des acteurs du terrain débouchant sur une bonne formation aux techniques d'évaluation

PERSPECTIVES: - Poursuite de la prise d'information temporelle en vue de l'installation d'un système de pilotage

Réussite ou	Résultats	Manifestations concrètes	Raisons majeures qui ont	Leçons tirées
-------------	-----------	--------------------------	--------------------------	---------------

avancée			permis d'atteindre ces résultats	
FONDS DE DEVELOPPEMENT SCOLAIRE (FDS)	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement des effectifs de filles (40.90 en 97/98) - Amélioration des conditions de travail des élèves et des maîtres (table-banc, livres, matériel didactique, clôture, latrines...) - Accroissement du taux de réussite au CFEE: 15 écoles FDS sur 25 ont enregistré 43.96 à 82.85% - Création de bibliothèques - Mise en place de petites unités sanitaires pour le traitement des premiers soins avec la participation des élèves. - Formation en gestion matérielle et financière pour les membres des bureaux exécutifs des 191 comités de gestion d'école 	<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en livres sur les matières de base et en matériel didactique résolue - Nouvelles compétences en gestion matérielle et financière assurées aux enseignants et aux parents impliqués au niveau des comités de gestion d'école - Développement de la créativité pédagogique - Recherche de l'autonomie matérielle et financière - Mobilisation par la communauté de sommes importantes en guise de contrepartie pour matérialiser le degré d'engagement 	<ul style="list-style-type: none"> - Aptitude du corps de contrôle à s'ouvrir à des innovations pédagogiques porteuses. - Intérêt porté par les enseignants à cette innovation originale - Disponibilité des moyens matériels et financiers - Nécessité de changer le pilotage du système éducatif qui doit être en phase avec la décentralisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration d'une nouvelle culture pédagogique liée à la qualité - Existence d'un dispositif de développement scolaire à la base - Emergence d'une structure de mobilisation de la communauté pour l'école avec une responsabilisation plus poussée. - Meilleure prise de conscience de la nécessité de l'équipe pédagogique de l'école

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES:**I. LE FONDS DE DEVELOPPEMENT SCOLAIRE**

- Les subventions octroyées aux Projets FDS par la Banque Mondiale dans le cadre du PDRH 2 ne sont pas remboursables par les écoles.

Cependant, elles proviennent de prêts faits à l'état du Sénégal par les bailleurs et donc remboursables par le biais des impôts des contribuables .

Cette dimension a été très souvent évoquée pour insister sur la pertinence et la rigueur qui doivent commander l'utilisation de ces fonds que des générations de sénégalais vont devoir payer.

Pour assurer la pérennisation des moyens , des initiatives variées sont prises par les projets afin d'atteindre une certaine autonomie. Parmi celles-ci on peut citer :

- la location ou la vente des livres achetés
- le troc consistant à remettre des denrées dont le coût correspond au montant de la location des livres
- la mise en place de champs collectifs
- l'organisation de manifestations lucratives (Kermesse , activités artistiques...)
- les cotisations des parents d'élèves

- Les résultats à long terme

Ces résultats concernent les trois lignes d'action ci-après :

- l'accroissement de l'accès notamment chez les filles en zone rurale.
- l'amélioration de la qualité pour obtenir de meilleures performances chez les élèves
- et une implication effective de la communauté dans la gestion de l'école.

Résultats à court terme.

Les résultats visés se résument à :

- l'amélioration des ratios :
 - Elèves/Table-banc dans le but d'avoir deux élèves par table
 - Elève/Manuel de lecture pour que chaque élève puisse disposer d'un livre de lecture.
 - Elève/Manuel de calcul afin que chaque élève ait un livre de calcul. - l'amélioration du matériel didactique collectif par classe.
- la formation des maîtres à l' approche par les facteurs de qualité

- la formation des maîtres en didactique des disciplines (Math / Français.) et en techniques particulières comme la reliure et la gestion des bibliothèques
- la formation des membres des comités de gestion des projets en gestion matérielle et financière.
- l'amélioration du taux de promotion à l'intérieur de la classe et de l'école
- l'amélioration du taux de réussite aux examens.

Les facteurs de qualité:

Les facteurs de qualité sont au nombre de quinze. La liste est jointe en annexe.

II - L'EXPERIENCE DE GARDERIE COMMUNAUTAIRE EN ZONE URBAINE :

Dans cette expérience on peut noter :

2-1 - ORT/SEN:

ORT/SEN compte dix écoles à Dakar dans des quartiers populaires avec des classes à double cohorte de plus de trente élèves .

2-2 - Garderies communautaires :

Il existe cent cinquante (150) garderies communautaires réparties dans les cinq régions suivantes :

Dakar, Thiès, Diourbel, Kaolack, Tambacounda.

Compte-tenu du nombre d'enfants dans ces structures, l'apport de ces garderies dans l'accroissement de l'accès est certain .

Ces deux expériences du préscolaire sont porteuses d'espoirs mais les apports qualitatifs ne sont pas encore évalués.